

## COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DE SASSENAGE

RÉUNION DU 15 octobre 2018

Le quinze octobre deux mille dix huit, le conseil municipal de la Ville de SASSENAGE s'est réuni en session ordinaire après convocation légale adressée le 9 octobre 2018, sous la présidence de Monsieur Christian COIGNÉ, Maire.

**Etaient présents :** M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY- Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe VEAU - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - M. Jean-Pierre RAVETTO - M. Michel VENDRA - M. Yannick BELLE - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

**Absent(s) ayant donné pouvoir :** Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Jeannine ANTOINE à Mme Nathalie BRITES - Mme Gaëlle BUREL à Mme Christine DURAND - Mme Francette GIERCZAK à Mme Sylvie GENIN-LOMIER - Mme Marie-Laure FELICI à M. Séverin BATFROI - M. Adrien PSILA à M. Christian COIGNÉ - M. David BUISSON à M. Jérôme MERLE - Mme Véronique FERRAZZI à M. Pierre-Manuel CHAUVET - M. Michel BARRIONUEVO à Mme Florence PARVY

**Absent(s) excusés :**

**Absent(s) :**

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	23
Nombre de votants	:	32

Le Maire ouvre la séance à 19 heures, et constate que le quorum est atteint : 23 élus municipaux sont présents, et 9 élus municipaux ont donné un pouvoir à un autre conseiller présent.

Conformément à l'article L.2125-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur Amédée MATRAIRE a été désigné comme secrétaire de séance.

*Le compte rendu de la réunion du Conseil Municipal du 20 septembre 2018 est approuvé à l'unanimité.*

Puis, il fait part au Conseil Municipal d'un arrêt de la 16<sup>ème</sup> chambre de la Cour d'Appel de Versailles du 4 octobre 2018 dans l'affaire **Commune de Sassenage c/ SA Dexia Crédit Local**.

*Le groupe « Agir pour Sassenage » quitte en bloc la séance du Conseil Municipal.*

*A compter de ce moment,*

**Etaient présents :** M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY- Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M.

Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO – M. Jean-Philippe VEAU - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - M. Jean-Pierre RAVETTO - M. Michel VENDRA

**Absent(s) ayant donné pouvoir :** Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Jeannine ANTOINE à Mme Nathalie BRITES - Mme Gaëlle BUREL à Mme Christine DURAND - Mme Francette GIERCZAK à Mme Sylvie GENIN-LOMIER - Mme Marie-Laure FELICI à M. Séverin BATFROI - M. Adrien PSILA à M. Christian COIGNÉ - M. David BUISSON à M. Jérôme MERLE

**Absent(s) excusés :**

**Absent(s) :** M. Yannick BELLE - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Véronique FERRAZZI

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	19
Nombre de votants	:	26

Enfin, l'exposé des questions à l'ordre du jour commence.

<b>1.DGS - MÉDIATHÈQUE - CRÉATION D'UN TARIF DE PARTICIPATION DES USAGERS AUX ACTIVITÉS DE LA MÉDIATHÈQUE</b>
---

Michel VENDRA,

**VU** l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

**CONSIDERANT** que la médiathèque organise des ateliers et des spectacles ponctuellement,

**INDIQUE** que ces ateliers et ces spectacles sont mis en œuvre par des prestataires extérieurs avec lesquels la commune de Sassenage passe un contrat public ;

**CONSIDERANT** que ces activités correspondent à un besoin commun, collectif, d'une partie des usagers, qui ne se confond cependant pas complètement avec l'intérêt général, communal ;

**CONSIDERANT** la qualité de certaines animations qui demande généralement un coût élevé, il peut s'avérer nécessaire de mettre en place une demande de participation des usagers ;

**CONSIDERANT** que la médiathèque continuera de proposer des animations tout au long de l'année sans exiger de participation financière,

**PROPOSE au Conseil Municipal, après en avoir délibéré,**

**DE CREER** une participation financière des usagers au coût global des ateliers et des spectacles, qui pourra être utilisée lorsque le coût de la prestation le justifie,

**DE FIXER** le tarif de ces participations comme suit :

1. Spectacle: tarif de billetterie 4 € par personne
2. Atelier: participation de 4 € par personne

**DE DECIDER** que les montants de ces participations seront perçus par la régie de recettes de la médiathèque de Sassenage, dont l'arrêté municipal de création sera modifié par le



Maire de Sassenage de manière à y intégrer la possibilité de percevoir cette nouvelle source de recettes.

**DE RAPPELER** que le montant de ces participations pourra être modifié ultérieurement par décision du Maire, sur la base des délégations qui lui ont été accordées par délibération du Conseil Municipal du 15 avril 2014, sur le fondement de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER ces propositions.**

<b>2.DAE – POLE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE - PLACE DE L'EUROPE – DÉCLASSEMENT PAR ANTICIPATION DU TÈNEMENT COMMUNAL</b>
---

Jean-Pierre SERRAILLIER,

**VU** code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2121-29 ;

**VU** le code général de la propriété des personnes publiques (CG3P) et notamment son article L.2141-1, L.2141-2 et suivants ;

**VU** la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique ;

**VU** l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques ;

**VU** l'étude d'impact pluriannuelle réalisée en application de l'article L.2141-2 du CG3P et annexée à la présente délibération ;

**VU** le projet de réalisation d'une résidence autonomie sur le territoire de Sassenage ;

**VU** la délibération du Conseil municipal en date du 12 juillet 2018 actant le principe de désaffectation et déclassement du tènement ci-dessous mentionnée, propriété communale ;

**RAPPELLE** qu'à l'issue d'un appel à projet mené par le Département en mars 2017, la Société Dauphinoise pour l'Habitat (SDH) et le gestionnaire ACCPA ont été retenus pour la réalisation d'une résidence autonomie de 70 logements (86 places) sur la commune de Sassenage. L'assiette du projet d'ensemble est constituée notamment par une réserve foncière communale, actuelle place publique de l'Europe, parcelle cadastrée section BC n°42, une partie du domaine public non cadastré d'une superficie totale d'environ 1694 m<sup>2</sup> ;

**CONSIDERANT** que pour mener à bien cette opération d'intérêt général, la commune de Sassenage doit procéder à la cession du tènement communal susvisé ;

**CONSIDERANT** que le tènement, propriété communale, est à ce jour affecté à l'usage direct du public (Place de l'Europe), et dépend donc du domaine public communal. Il accueille du public, et notamment des activités commerciales ;

**CONSIDERANT** que pour permettre la poursuite opérationnelle du projet, tout en garantissant la bonne continuité de l'activité commerciale et la préservation du dynamisme commercial sur le secteur, il est nécessaire de procéder à la délivrance des autorisations d'urbanisme et à la signature d'une promesse de vente avec la SDH, et ce avant la libération complète des lieux ;

**CONSIDERANT** que la procédure de déclassement par anticipation a été étendue aux collectivités territoriales par les dispositions de l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques, et de l'article L. 2141-2 du CG3P, permettant de pouvoir déclasser de façon anticipée des biens dépendants du domaine public sans que la désaffectation ne soit intervenue ;

**CONSIDERANT** que le recours à ce déclassement par anticipation permet de poursuivre les avancées tant en matière opérationnelles qu'en matière de procédures foncières, sans que la désaffectation de ce tènement ne soit effective au moment du déclassement ;

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire en l'espèce de procéder au déclassement par anticipation en application des dispositions de l'article L2141-2 du CG3P ;

**EXPOSE** que, par dérogation de l'article L.2141-1 du CG3P, le déclassement d'un immeuble appartenant au domaine public artificiel des personnes publiques et affecté à un service public ou à l'usage direct du public peut être prononcé dès que sa désaffectation a été décidée alors même que les nécessités du service public ou de l'usage direct du public justifient que cette désaffectation ne prenne effet que dans un délai fixé par l'acte de déclassement. Ce délai ne peut excéder trois ans. Toutefois, lorsque la désaffectation dépend de la réalisation d'une opération de construction, cette durée est fixée ou peut être prolongée par l'autorité administrative compétente en fonction des caractéristiques de l'opération, dans une limite de six ans à compter de l'acte de déclassement. En cas de vente de cet immeuble, l'acte de vente stipule que celle-ci sera résolue de plein droit si la désaffectation n'est pas intervenue dans ce délai.

Par ailleurs, toute cession intervenant dans les conditions prévues par l'article L 2141-2 donne lieu, sur la base d'une étude d'impact pluriannuelle tenant compte de l'aléa, à une délibération motivée de la collectivité territoriale à laquelle appartient l'immeuble cédé ;

**PRECISE** que pour les collectivités territoriales, l'acte de vente doit, à peine de nullité, comporter une clause organisant les conséquences de la résolution de la vente ;

**CONSIDERANT** que la désaffectation, dès qu'elle sera effective, sera constatée par une nouvelle délibération du Conseil Municipal ;

**CONSIDERANT** qu'une étude d'impact pluriannuelle tenant compte de l'aléa inhérent au déclassement par anticipation, annexée à la présente délibération, démontre que cette procédure ne présente pas de risques particuliers pour la Ville ;

**PROPOSE au Conseil Municipal :**

- **DE PRONONCER**, dès à présent, le déclassement par anticipation du tènement communal, parcelle cadastrée section BC n°42, une partie du domaine public non cadastré d'une superficie totale d'environ 1694 m<sup>2</sup>, et d'en différer la désaffectation matérielle préalablement à la réitération de l'acte de vente ;

- **DE PRECISER** que la désaffectation interviendra avant le terme du délai maximal de 6 années offert par les dispositions de l'article L2141-2 du CG3P.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**



**DECIDE,**

**D'ADOPTER ces propositions.**

<b>3.DAE – POLE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE – PLACE DE L'EUROPE - CESSION D'UN TÈNEMENT COMMUNAL AU PROFIT DE LA SOCIÉTÉ DAUPHINOISE POUR L'HABITAT (SDH)</b>
--

Jean-Pierre SERRAILLIER,

**VU** le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2121-29 et L.2122-21 ;

**VU** le code général de la propriété des personnes publiques (CG3P) ;

**VU** le code de la construction et de l'habitation ;

**VU** le Plan local de l'Habitat pour la période 2017-2022 ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 30 janvier 2018 constatant la carence de la commune de Sassenage au motif qu'elle n'a pas atteint son objectif en matière de production de logements locatifs sociaux sur la période triennale 2014-2016 ;

**VU** la délibération du Conseil municipal en date du 12 juillet 2018 ayant pour objet l'adoption du principe de désaffectation et déclassement du domaine public de la parcelle cadastrée section BC n°42 et d'une partie du domaine public non cadastré d'une superficie totale d'environ 1694 m<sup>2</sup> ;

**VU** la délibération n°2 du Conseil Municipal en date du 15 octobre 2018 prononçant le déclassement par anticipation du domaine public communal du tènement communal, parcelle cadastrée section BC n°42 et une partie du domaine public non cadastré d'une superficie totale d'environ 1694 m<sup>2</sup> ;

**VU** l'estimation des domaines référencée n°2018-38474V3017 en date du 14 septembre 2018 ;

**CONSIDERANT** que la commune de Sassenage envisage de céder le tènement communal susvisé à la Société Dauphinoise pour l'Habitat en vue de la réalisation d'une résidence autonomie correspondant à 70 logements, programme de 100 % logements locatifs sociaux, sur la commune de Sassenage;

**CONSIDERANT** qu'un document d'arpentage est en cours d'établissement ;

**CONSIDERANT** que le projet participe à la réalisation des objectifs fixés dans le programme local de l'habitat pour la période 2017-2022 et par le contrat de mixité de social ;

**CONSIDERANT** que ce programme comportant 100 % logements locatifs sociaux contribue à atteindre les objectifs assignés à la commune de Sassenage en matière de production de logements sociaux fixés notamment par la loi SRU en date du 13 décembre 2000 et la loi ALUR en date du 24 mars 2014 imposant la réalisation de 25 % de logements sociaux à l'horizon 2025;

**CONSIDERANT** que la commune est soumise chaque année au prélèvement au titre de l'article 55 de la loi SRU sur les ressources fiscales des communes en vertu des dispositions de l'article L.302-7 du CCH ;

**CONSIDERANT** que conformément à l'article L.302-7 du CCH, la moins-value correspondant à la différence entre le prix de cession du terrain donnant lieu à la réalisation effective des logements sociaux et sa valeur vénale estimée par le service des domaines, est comptabilisée au titre des dépenses déductibles du prélèvement SRU sur les ressources fiscales, et peut être échelonnées sur plusieurs années ;

**CONSIDERANT** que la Division France Domaine Evaluations a émis un avis référencé n°2018-38474V3017 en date du 14 septembre 2018 estimant la valeur vénale à 526 000 € HT ;

**CONSIDERANT** que la cession dudit tènement à la SDH est consentie à l'euro symbolique et que la moins-value réalisée pour cette cession correspondant à 526 000 € hors taxe, viendra en déduction des futurs prélèvements SRU sur les ressources fiscales ;

**PRECISE** que le tènement communal a fait l'objet d'une procédure de déclassement par anticipation du domaine public en vertu des dispositions de l'article L.2141-2 du CG3P. Une nouvelle délibération du Conseil municipal viendra constater la désaffectation matérielle du tènement, et ce en amont de la réitération de l'acte de vente ;

#### **PROPOSE au Conseil Municipal :**

**D'ACCEPTER** la cession au profit de la Société Dauphinoise pour l'Habitat (SDH), domiciliée au 34 avenue de Grugliasco à Echirolles, de la parcelle cadastrée section BC n°42 et un tènement non cadastré d'une superficie totale d'environ 1694 m<sup>2</sup>, tel que figure sur le plan annexé à la présente délibération, au montant de l'euro symbolique ;

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les actes notariés, et notamment une promesse de vente à intervenir ;

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tous les actes notariés afférents à cette cession, et notamment la promesse de vente, à recevoir par Maître GRIBAUDO, notaire à Grenoble, ainsi que tous les documents nécessaires à cet effet ;

**DE DIRE** que la présente délibération atteste que la SDH bénéficiera d'un titre foncier sur les parcelles concernées, et peut constituer le justificatif nécessaire au dossier de demande d'agrément pour l'obtention des crédits publics d'aide à la pierre ;

**DE PRECISER** que les frais liés aux actes notariés seront à la charge de l'acquéreur.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER ces propositions.**



#### **4.DAE – POLE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU PROFIT DE LA SDH POUR LA RÉALISATION DE LOGEMENTS SOCIAUX**

Christian COIGNÉ,

**VU** la loi Solidarité et Renouvellement urbain en date du 13 décembre 2000,

**VU** la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové en date du 24 mars 2014,

**VU** le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2254-1;

**VU** le code de la construction et de l'habitation,

**VU** le projet de convention de participation financière à intervenir entre la SDH et la commune de Sassenage annexé à la présente délibération ;

**EXPOSE** que la Société Dauphinoise pour l'Habitat a été retenue dans le cadre d'un appel à projet pour la réalisation d'un établissement pour personnes âgées, dénommé résidence autonomie, et comportant 70 logements sociaux. Dans le cadre de l'intervention des communes en faveur de la création de logements sociaux, la SDH sollicite une subvention participant à l'équilibre de l'opération d'un montant de 80 000 € ;

**CONSIDERANT** que ce projet d'intérêt général, comportant 100 % logements locatifs, sociaux contribue à atteindre les objectifs assignés à la commune de Sassenage en matière de production de logements sociaux fixés notamment par la loi SRU en date du 13 décembre 2000, la loi ALUR en date du 24 mars 2014 imposant la réalisation de 25 % de logements sociaux à l'horizon 2025, et par le Plan Local de l'Habitat ;

**CONSIDERANT** qu'à ce titre, il convient de verser une participation financière à la SDH d'un montant de 80 000 € TTC afin de participer à l'équilibre de l'opération pour le projet de construction d'une résidence autonomie sur la commune de Sassenage ;

**PRECISE** que conformément à l'article L.302-7 du CCH, la subvention sera comptabilisée au titre des dépenses déductibles du prélèvement SRU sur les ressources fiscales ;

**PROPOSE au Conseil Municipal :**

**DE DECIDER** de verser une subvention d'équilibre à la SDH pour un montant de 80 000 € TTC avec un versement échelonné comme suit : 50 %, 6 mois après la purge du permis de construire, et 50 % à la déclaration d'ouverture de chantier ;

**D'APPROUVER** la convention de participation financière avec la SDH pour le projet de résidence autonomie ;

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention de participation financière entre la SDH et la commune de Sassenage, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

**DIT** que les crédits seront inscrits au budget primitif 2019.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER ces propositions.**

<b>5.DAE - PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À L'UNION COMMERCIALE SASS'REUSSI</b>
--

Jérôme GIACHINO,

**VU** l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

**EXPOSE** que la commune de Sassenage a accompagné la création d'une union commerciale. Cette union commerciale dénommée SASS'REUSSI a été créée le 10 juillet 2018. Elle compte aujourd'hui 29 membres. Cette association a pour objet de contribuer à l'animation des différents pôles commerciaux de proximité, de promouvoir les professionnels et de soutenir la cause générale des entreprises au sein de la commune ;

**CONSIDERANT** que la commune de Sassenage souhaite accompagner et soutenir l'union commerciale sous statut associatif en attribuant une subvention de 1500 € pour la création de l'association, et une subvention de 500 € pour le 1<sup>er</sup> projet d'animation prévu pendant la période de Noël, et à verser à la fin de l'animation ;

**PROPOSE au Conseil municipal :**

**DE DECIDER** le versement d'une subvention de 1500 € à ladite association « SASS'REUSSI » pour contribuer au financement global de son fonctionnement, ainsi qu'une subvention de 500 € à verser à la fin de la 1<sup>ère</sup> animation prévue pendant la période de Noël 2018 ;

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**DIT** que les crédits sont inscrits au budget primitif 2018.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER ces propositions.**

<b>6.DEAS – SERVICE SCOLAIRE - CONVENTION SUR LA PARTICIPATION DE LA COMMUNE AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ULIS (UNITÉS LOCALISÉES POUR L'INCLUSION SCOLAIRE) DE SEYSSINS</b>
---

Christine DURAND,

**VU** les articles L.112-1 à 4, et l'article L.351-1, du code de l'éducation ;

**VU** les articles D.112-1 à 3 et les articles D.351-3 à 32 du code de l'éducation ;

**VU** la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;



**VU** la circulaire NOR : MENE1504950C n° 2015-129 du 21 août 2015 « Unités localisées pour l'inclusion scolaire (ULIS), dispositifs pour la scolarisation des élèves en situation de handicap dans le premier et le second degré » ;

**CONSIDERANT** que la Ville de Seyssins sollicite auprès des communes une participation financière pour les enfants domiciliés hors Seyssins qu'elle accueille dans les ULIS ;

**CONSIDERANT** qu'au titre de l'année scolaire 2017-2018, un enfant sassenageois était scolarisé à Seyssins ;

**INDIQUE** que le montant de la participation de la Ville de Sassenage pour un enfant s'élève à 1120 € ;

**PROPOSE** au Conseil Municipal :

**D'APPROUVER** les termes de la convention,

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer cette convention et à verser à la ville de Seyssins la somme de 1120 euros correspondant aux charges de fonctionnement pour l'année scolaire 2017-2018, pour un enfant sassenageois accueilli en ULIS.

*Imputation budgétaire : compte 6042*

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER ces propositions.**

**Questions diverses :**

*Le groupe « Agir pour Sassenage » a posé des questions écrites au Maire, qui y répond.*

*La séance est close à 19 heures et 40 minutes.*

Fait et délibéré à SASSENAGE, les jours, mois et an susdits, et ont signé les membres présents (suivent les signatures).

POUR COPIE CERTIFIÉE CONFORME.  
SASSENAGE, le mercredi 17 octobre 2018

Le Maire  
Christian COIGNÉ



Affichage le : 18 OCT. 2018

n° 68

